

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Du samedi 20 mai 2017

À SAINT-DIZIER.

MOTION

PORTANT SUR L'ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS RADIOACTIFS

En France, depuis maintenant une trentaine d'années, dont plus de 20 ans en région Grand Est, l'enfouissement des déchets radioactifs est combattu avec acharnement par des personnes de tous horizons issues du mouvement France Nature Environnement, mais aussi par les populations des départements d'accueil, comme aujourd'hui à Bure/Saudron en Meuse/Haute-Marne.

Dans l'attente d'une solution acceptable, au-delà d'une simple et légitime réaction de rejet d'une « poubelle radioactive », c'est l'idée même d'enfouissement qui est mise en cause par la contre-expertise des citoyens* avec sagesse et vigueur. Pendant ce temps là, l'Andra (agence nationale de gestion des déchets radioactifs) a fait une promotion éhontée et sans relâche, avec de l'argent public et indirectement avec celui des producteurs d'électricité (via des GIP), d'un projet et d'une démarche qui sont loin d'être techniquement au point et éprouvés. L'Autorité de Sureté Nucléaire elle-même le fait savoir avec sévérité et, partout dans le monde, les problèmes ou accidents graves sur les sites d'enfouissement chimiques ou radioactifs nous l'ont rappelé à plusieurs reprises (Asse de 1967 à 1978 / Stocamine : incendie en 2002 / WIPP : à l'arrêt depuis 2014 / ...).

Depuis toutes ces années, la surdité et l'aveuglement des gouvernements français successifs, de droite comme de gauche, interpellés par les représentants de la société civile, n'ont pas permis de faire bouger les lignes, au risque -dès 2018- de précipiter la France dans une nouvelle fuite en avant, voire un désastre nucléaire à retardement.

Avec l'arrivée d'un nouveau Président de la République et d'un nouveau gouvernement, FNE Grand Est :

- constate que la difficile et onéreuse gestion des déchets radioactifs doit accélérer la transition énergétique et la sortie du nucléaire qui, chaque jour augmente le stock de déchets et perpétue le danger permanent d'accident nucléaire partout en France,
- estime que la gestion globale des déchets radioactifs existants, très divers en nature et en dangerosité, mérite du temps, un état des lieux et un débat autour des méthodes de gestion possibles, auxquels les citoyens doivent être conviés dès le début comme des partenaires à part entière et non des opposants à neutraliser,
- demande instamment aux pouvoirs publics de recevoir les scientifiques et associations qui depuis plus 20 ans ont recueilli les éléments d'approfondissement du dossier CIGEO et qui veulent, au nom de l'intérêt général, apporter leur éclairage,

- réaffirme son opposition au principe même d'enfouissement et préconise un stockage en surface ou en sub-surface sur les sites de production qui sont déjà contaminés,
- alerte le gouvernement afin qu'il ne tente aucune évacuation du bois Lejuc à Mandres-en-Barrois, occupé par des défenseurs de la nature et de l'environnement, depuis presque un an, sous peine de voir la situation de tension actuelle s'aggraver.

*** Pour en savoir plus sur le projet Cigéo :**

L'OPPOSITION CITOYENNE AU PROJET CIGÉO

Cadrage géographique et enjeux géopolitiques locaux et globaux/184 pages-Avril 2017-

Sous la direction de [Pierre Ginet](#)

<http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?>

[navig=catalogue&obj=livre&no=53311&motExact=0&motcle=&mode=AND](http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=catalogue&obj=livre&no=53311&motExact=0&motcle=&mode=AND)

CONTACT

France Nature Environnement Grand Est

info@fne-grandest.fr